



## La Conférence sociale des 20 et 21 juin 2013 Bilan globalement décevant

**Pas de consensus ni même de diagnostic partagé entre les participants, un chômage en hausse jusqu'à la fin de l'année et aucune annonce gouvernementale d'envergure... la grande conférence sociale pour l'emploi ne restera pas dans l'histoire sociale.**

C'est bien connu, quand un film marche bien commercialement, il est fréquent de voir arriver dans la foulée un nouvel épisode qui, à mi-chemin entre la suite et le remake, est généralement inférieur au premier opus. Il en est allé de même lors de la deuxième édition de la «grande conférence sociale», qui s'est déroulée les 20 et 21 juin au Conseil économique, social et environnemental (CESE) et qui, à l'évidence, ne restera pas dans les annales de l'histoire sociale.

Pourtant, une partie du casting avait été renouvelée et une partie conservée. Si François Hollande, Jean-Marc Ayrault et Michel Sapin ont logiquement occupé à nouveau le haut de l'affiche, la plupart des ministres chargés d'animer les tables rondes étaient nouveaux dans ce rôle.

### **Oui mais ça, c'était avant**

Il n'empêche. En 2012, la première édition avait le mérite de l'originalité, ne serait-ce que dans la mesure où la démarche tranchait avec le quinquennat de Nicolas Sarkozy. De même, la délégation du MEDEF avait failli s'étrangler en entendant Jean-Marc Ayrault annoncer l'abandon de la négociation interprofessionnelle compétitivité/emploi et la mise en œuvre d'une future loi visant à plafonner les rémunérations patronales. Oui mais ça, c'était avant. Entre-temps, l'ANI a fait entrer dans le Code du travail les accords compétitivité/emploi et le gouvernement a annoncé qu'il n'y aurait pas de loi sur les salaires des patrons.

La prise en compte de la politique menée par le gouvernement depuis un an n'est évidemment pas pour rien dans l'état d'esprit avec lequel FO a abordé cette conférence 2013: de la mise en place de la MAP aux vagues de plans sociaux, de la ratification du TSCG à la poursuite et même l'amplification de la réduction des déficits, les sujets de désaccords n'ont pas manqué en douze mois.

En revanche, une partie du contexte est identique à l'an passé: le chômage. En marge de la conférence, l'INSEE a annoncé qu'il prévoyait une hausse du nombre de demandeurs d'emploi jusqu'à la fin de l'année.

Du coup, les déclarations du Premier ministre et du président de la République relatives à un recours massif aux contrats aidés et à un plan d'action pour attribuer une formation à 30.000 chômeurs en quatre mois sont apparues aussi efficaces qu'un cautère sur une jambe de bois. Pire encore, ce furent là les deux principales annonces de toute la conférence, en dehors du calendrier de la concertation sur la réforme des retraites, autre sujet qui fâche.

Malgré l'énergie un peu vaine déployée par les membres du gouvernement pour assurer à la presse que tout se passait bien et que les participants travaillaient dans une bonne ambiance, le compte n'y était pas.

Rien sur le pouvoir d'achat, aucun coup de pouce pour le SMIC au 1er juillet... Dans ces conditions, on comprend que la plupart des participants n'aient pas quitté le palais d'Iéna en liesse —à l'exception notable du MEDEF qui a concentré ses critiques sur la position des syndicats, opposés à un durcissement des conditions de départ en retraite.

Au sortir de ce qui restera comme une opération de communication moyennement réussie, le Secrétaire général de FO a résumé un sentiment partagé par beaucoup: «Je retourne dans le monde réel.»